



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1996/312
22 avril 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 19 AVRIL 1996, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

1. Depuis que les hostilités ont éclaté au Libéria le 6 avril, le Conseil de sécurité a été informé chaque jour des principaux faits nouveaux survenus dans ce pays, notamment du pillage généralisé et du chaos le plus complet en matière d'ordre public dans lequel est plongé Monrovia. Compte tenu des conditions de sécurité, le personnel civil et militaire non essentiel de la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MONUL) et les agents non essentiels des organisations non gouvernementales (ONG) ont été transférés dans des pays voisins. Leurs bureaux et leur matériel ont été systématiquement pillés. Je tiens à exprimer ma reconnaissance au Gouvernement des États-Unis pour la protection qu'il a assurée au personnel des Nations Unies dans son ambassade à Monrovia aux cours des premiers jours, très difficiles, de la crise et pour avoir évacué ce personnel vers des pays voisins.

2. Mon Représentant spécial, M. Anthony Nyakyi, et quelque 25 membres civils et militaires de la MONUL ainsi qu'un certain nombre de fonctionnaires d'institutions des Nations Unies, demeurent au Libéria pour y aider à trouver une solution pacifique à la crise et faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire chaque fois que les conditions de sécurité le permettent. Mon Envoyé spécial pour le Libéria, M. James Jonah, est arrivé à Monrovia le 18 avril pour contribuer à ces efforts et pour faire le point de l'avenir du processus de paix et du rôle que l'Organisation des Nations Unies pourrait jouer à cet égard. Je rendrai compte au Conseil, en temps opportun, des conclusions et recommandations de M. Jonah.

3. Les combats intenses que l'on a observés au cours des premiers jours de la crise ont maintenant pratiquement cessé. Pourtant, des combattants armés, à bord de véhicules enlevés à la MONUL, continuent de sillonner et de piller ce qu'il reste de la ville. Des milliers de personnes ont été déplacées et vivent dans des conditions déplorable. Des centaines de civils, femmes et enfants, innocents demeurent confinés dans le Centre de formation Barclay, où les forces de l'ULIMO-J, des FAL et du LPC sont concentrées. Les produits alimentaires et l'eau sont très difficiles à trouver dans la plupart des quartiers de la ville et les conditions se prêtent à la propagation de maladies endémiques. Bien que certains marchés continuent à fonctionner, étant donné le pillage généralisé, il faudra un certain temps avant que le secteur commercial ne puisse redémarrer et que les institutions des Nations Unies ne puissent redevenir complètement opérationnelles. Pourtant, les organismes humanitaires des Nations Unies ont de

concert pris un certain nombre de mesures pour empêcher que la situation ne débouche sur une grave crise humanitaire et pour aider les victimes des combats. Une aide alimentaire d'urgence a été distribuée à nombre de ceux qui en ont le plus besoin et des mesures sont actuellement prises pour réactiver les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

4. Dans mon rapport du 1er avril 1996 (S/1996/232), je signalais que la situation au Libéria se détériorait rapidement et que je craignais l'éventualité d'un désastre si le processus de paix n'était pas très rapidement remis sur les rails. Toutefois, je ne comptais pas que la paix fragile dans ce pays se désagrègerait si vite ou si profondément, comme ce fut le cas au cours des deux dernières semaines.

5. Je suis profondément attristé par les événements qui se sont produits récemment au Libéria, mais je suis néanmoins encouragé par la façon dont la communauté internationale s'est unie pour apporter une solution pacifique à cette crise. La MONUL et la CEDEAO ont entrepris, de concert avec les Ambassadeurs de Guinée, du Nigéria, de Sierra Leone et des États-Unis, d'intenses efforts de médiation auprès des forces Krahn, d'une part, et des forces de Charles Taylor et d'Alhaji Kromah, d'autre part, pour mettre un terme aux combats et trouver les moyens de réactiver le processus de paix tel que le prévoyait l'Accord d'Abuja d'août 1995. Ces efforts ont commencé à porter leurs fruits puisqu'hier, 18 avril, s'est tenue à l'ambassade des États-Unis, sous les auspices de la MONUL, une première réunion avec les dirigeants des forces Krahn, qui parlaient aussi au nom de l'ULIMO-J, du Conseil pour la paix au Libéria, des FAL et des représentants des civils détenus au Centre de formation Barclay. J'ai le plaisir de faire savoir qu'un certain nombre de civils détenus au Centre ont été libérés ce jour et que d'autres devraient l'être dans les jours qui viennent.

6. Je demande instamment aux dirigeants des factions de coopérer pleinement avec la communauté internationale à la recherche d'une solution pacifique de la crise. La paix ne se fera au Libéria que s'ils acceptent d'oeuvrer ensemble à une véritable réconciliation nationale et que s'ils respectent les droits fondamentaux des citoyens de leur pays. Ils doivent immédiatement rétablir le cessez-le-feu, désengager leurs forces et revenir au processus de paix d'Abuja qui offrait au peuple libérien l'espoir de voir la paix et la stabilité enfin restaurées dans le pays.

7. Les dirigeants des factions et leurs combattants doivent également assurer que les institutions internationales qui s'efforcent de porter secours à la population innocente du Libéria puissent s'acquitter de leurs mandats respectifs dans des conditions de paix et de sécurité. La première chose à faire à cet égard devrait être de restituer immédiatement les véhicules et le matériel pris par les factions à la MONUL, aux institutions des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales. La capacité de la MONUL de continuer à appuyer le processus de paix dépendra dans une large mesure de la réalisation de ces conditions essentielles.

8. Les événements qui se sont récemment produits à Monrovia ont dramatiquement démontré que le manque de main-d'oeuvre et d'appui logistique dont l'ECOMOG a souffert chroniquement avait considérablement affaibli son efficacité

opérationnelle. Lors de la récente crise, l'ECOMOG a subi un certain nombre de pertes, certains de ses soldats ont été désarmés et mis à mal par les combattants et plusieurs d'entre eux ont été pris en otage. L'ECOMOG s'est efforcé de faire ce qu'il pouvait dans des circonstances extrêmement difficiles. J'espère, néanmoins, qu'il prendra des mesures supplémentaires pour maintenir la sécurité à Monrovia afin de rétablir la confiance, de manière à ce que les factions se retirent de la ville et que les personnes déplacées puissent retourner dans leurs foyers.

9. Je vous saurais gré de bien vouloir porter la teneur de la présente lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) Boutros BOUTROS-GHALI
